

Sites of Race. Conversations with Susan Searls Giroux de
David Theo Goldberg

Marie-Claude Haince

Numéro 252, printemps 2015

Stigmat-machine : altérisation et racisation par le haut

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78015ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haince, M.-C. (2015). *Sites of Race. Conversations with Susan Searls Giroux* de David Theo Goldberg. *Spirale*, (252), 45–46.

Persistance de la race et mécanisme d'État

PAR MARIE-CLAUDE HAINCE

SITES OF RACE. CONVERSATIONS WITH SUSAN SEARLS GIROUX

de David Theo Goldberg

Polity, 224 p.

Les événements récents de l'actualité nous forcent à réfléchir sur la permanence de la race dans les rapports quotidiens. Sommes-nous dans une ère post- raciale ou la race est-elle toujours à l'œuvre dans les mécanismes fins de l'État? Cette articulation entre race et pouvoir, les penseurs engagés dans la théorie critique de la race (*Critical Race Theory*) se sont proposé de l'interroger.

Depuis plus de deux décennies déjà, le penseur, philosophe et théoricien critique sud-africain David Theo Goldberg s'attache à penser les liens intimes entre race et libéralisme, race et État, race et pouvoir. Protagoniste militant du courant de la théorie critique de la race, Goldberg a cherché à lever le voile sur les mécanismes d'invisibilisation de la race à l'œuvre au sein de l'État moderne, tout en permettant de penser autrement la race et le(s) racisme(s). Son engagement dépasse la simple production d'un savoir critique puisqu'il s'est donné comme projet de transformer radicalement notre manière de penser la race en renouvelant notamment sa conceptualisation et les cadres analytiques usuellement préconisés.

L'ouvrage *Sites of Race* tombe à point au moment où il devient de plus en plus essentiel de resituer la race au cœur des réflexions sociétales sur l'immigration, le sécularisme, l'intégration. L'ouvrage retrace la généalogie de la pensée de Goldberg en synthétisant plusieurs de ses arguments. Il se présente d'abord comme une introduction à sa démarche. Ce dialogue entre David Theo Goldberg et Susan Searls Giroux s'offre à nous comme une réflexion sur les pistes conceptuelles et théoriques qu'il a développées, comme une rétrospective sur les idées marquantes de son œuvre.

LA GÉNÉALOGIE D'UN ENGAGEMENT INTELLECTUEL

D'entrée de jeu, ces conversations s'emploient avec justesse à exposer les divers éléments clés que Goldberg a conçus depuis le début des années 1990. S'appuyant principalement sur trois de ses livres, *Racist Culture* (1993), *The Racial State* (2001) et *The Threat of Race: Reflections on Racial Neoliberalism* (2007), la première partie, résolument théorique, est l'occasion de (re)découvrir des idées et des concepts centraux tels que l'État racial

(*racial state*), la privatisation de la race (*privatization of race*) ou encore la théologie politique de la race (*political theology of race*), parmi d'autres. Elle revient aussi sur les principes analytiques que Goldberg met de l'avant, notamment l'approche comparatiste sur laquelle s'appuie son livre *The Threat of Race*. On comprend aussi mieux comment il en est venu à tenter de saisir la manière dont la race opère en tant que théologie politique, tout en s'attachant à une compréhension générale, puis à son actualisation dans des sociétés spécifiques. Goldberg revient ici brièvement sur l'une des interrogations qui guident ses travaux, à savoir comment la race en vient à être à la fois un régime de vérité et un mode d'action sur les actions qui permettent de gouverner les populations, soit une forme de savoir et une forme de pouvoir s'articulant l'une à l'autre. Cette dernière idée est centrale dans la constante préoccupation qu'a le penseur de penser l'articulation entre race et fonctionnement de l'État.

L'échange ayant pour thème « Fearing Foucault » constitue, me semble-t-il, le cœur névralgique de l'ouvrage. Goldberg y répond aux diverses critiques qui lui ont été adressées quant à son appropriation de la perspective foucauldienne. C'est l'occasion pour Goldberg, qui se défend de faire une théorie foucauldienne de la race, de situer l'influence de Michel Foucault, mais aussi de s'en distancier sur certains aspects. Manifestement, la problématisation foucauldienne oriente son travail qui cherche à voir comment penser l'État en lien avec la race sans pour autant réduire l'État à son dispositif institutionnel. Pour ce faire, Goldberg s'attache aux différentes formes de régulation et d'auto-régulation qui à la fois façonnent les subjectivités et permettent la mise en acte de l'État, par des pratiques.

Comme le rappelle Giroux, le projet intellectuel de Goldberg s'efforce de penser comment, en s'incorporant au vécu et aux (micro-)pratiques quotidiennes des individus, les racismes en viennent à survivre et à s'institutionnaliser, à être opérationnels et à effectivement gouverner à même les modalités que dicte cette rationalité qu'est la race. La race persiste donc dans les pratiques administratives de l'État, dans ses mécanismes les plus fins.

Cette partie des conversations est d'autant plus importante qu'elle permet de mettre en lumière une facette de la pensée

foucauldienne souvent négligée par les penseurs en sciences sociales, qui connaissent peu sa réflexion sur le racisme d'État et sur la « guerre des races ». En effet, Goldberg revient sur les propositions de théorisation de la race formulées par Michel Foucault dans *Il faut défendre la société*. Pour Foucault, ce qui a inscrit le racisme dans les mécanismes d'État, c'est bien le biopouvoir. Cela ne veut pas pour autant dire que le racisme n'existait pas auparavant, mais que son articulation au fonctionnement de l'appareil de l'État n'a été effective qu'à partir du moment où la vie a fait son entrée dans les calculs tactiques de l'État. Le racisme, pour Foucault, est l'un des mécanismes d'État qui permettent d'introduire une césure entre ceux que l'on doit faire vivre et ceux que l'on doit laisser mourir.

La race permet d'opérer ce partage entre ceux qui seraient inférieurs et ceux qui seraient supérieurs, de hiérarchiser et de délimiter des groupes à l'intérieur d'une même population à gouverner. Ainsi, parmi les fonctions du racisme, l'on peut

En s'incorporant au vécu et aux (micro-)pratiques quotidiennes des individus, les racismes en viennent à survivre et à s'institutionnaliser, à être opérationnels et à effectivement gouverner à même les modalités que dicte cette rationalité qu'est la race.

considérer celle qui consiste à opérer une division en termes de races, à en réguler la partition, et celle qui permet d'instaurer ce qu'Achille Mbembe qualifie de *nécropolitique*, c'est-à-dire une forme de souveraineté s'appuyant sur un pouvoir de vie et de mort. En somme, le racisme serait la technologie politique qui permet l'exercice du biopouvoir. Ce constat n'est pas anodin et Goldberg en saisit toute la mesure dans son œuvre. Affirmer que le racisme est intimement lié au fonctionnement de l'État remet en question bon nombre de présupposés et explicite des pratiques racistes subtiles qui sont à l'œuvre dans notre quotidien.

Les outils théoriques que nous propose Goldberg nous invitent à interroger des sites où la race est à l'œuvre, notamment les mécanismes les plus subtils et les plus fins par lesquels l'État opère. Loin de se confiner uniquement aux discours populistes qui rongent de plus en plus nos sociétés contemporaines, l'institutionnalisation des racismes est ce qui permet leur persistance. Race et État sont intimement liés, j'oserais même dire inséparables. Plus généralement, la race opère un partage en dénaturisant un groupe précis, à la fois par des discours, des pratiques et des représentations qui s'appuient habituellement sur des stéréotypes. Elle forge des catégories de personnes auxquelles l'État s'adressera ensuite de manière différenciée, renforçant du coup la stigmatisation des uns par rapport aux autres.

La race s'incruste ainsi dans les pratiques routinières de l'État. Le pouvoir discrétionnaire de bon nombre d'agents de l'État et la reddition de comptes quasi absente dans certains domaines – comme l'immigration – ne sont pas là pour freiner la persistance des racismes institutionnalisés, qui continuent de reléguer et d'exclure, de façonner la gestion de la différence et le vivre-ensemble. C'est en portant le regard sur ce qui semble justement banal et normal et surtout en ancrant l'analyse dans l'empiricité qu'il me semble qu'il soit possible de prendre toute la mesure des effets réels et tangibles de cette articulation de la race à l'État.

DE LA PERSISTANCE DE LA RACE

Sans proposer d'études de cas proprement empiriques, le livre revient néanmoins, dans les derniers chapitres, sur des exemples qui nous donnent une idée des logiques et pratiques préalablement décrites de manière plus théorique. Cette partie présente une série de références à l'actualité récente sans toutefois les scruter en profondeur. À partir de la gestion de la catastrophe Katrina aux États-Unis, Goldberg tente de montrer comment la race structure la militarisation du social, de la société, qui la structure en retour. Les mouvements anti-immigration – en Europe, principalement –, les conditions de possibilité de leur émergence, le phénomène de la néolibéralisation de la race – et plus spécifiquement la privatisation de la race – et l'exemple de Trayvon Martin, ce jeune Noir américain tué par balle en Floride par l'un des gardiens de la résidence privée où il habitait, retiennent également son attention. Enfin, Goldberg clôture sa série d'exemples en critiquant ouvertement la politique du président Obama, arguant que ce dernier en est venu à incarner cette post-racialité qui, loin d'être une mise à plat de la race, camoufle les racismes ambiants qui travaillent les sociétés contemporaines. Comment vivre sans la race tout en vivant pourtant avec elle ? Telle est la question que Goldberg nous offre en partage en guise de conclusion.

Malgré la richesse et la profondeur du propos, l'un des reproches que l'on pourrait faire à Goldberg est le manque d'empiricité de son analyse. S'il utilise des exemples de l'actualité dans cette deuxième partie, il n'en demeure pas moins qu'ici – comme ailleurs dans ses écrits – le fonctionnement de ces pratiques et la manière dont elles opèrent concrètement ne sont pas exposés et qu'aucune étude de cas s'attachant à la mise en acte de pratiques tangibles n'a été conduite pour illustrer son propos. Sa pensée riche et complexe gagnerait, me semble-t-il, à s'appuyer analytiquement et conceptuellement sur des données empiriques qui permettraient de saisir avec une acuité encore plus grande toute la portée de la théorisation critique que Goldberg formule. Ici réside, me semble-t-il, la possibilité de surpasser les limites de cette entreprise. L'on doit s'attacher à dévoiler, au-delà d'une appréhension uniquement théorique, les effets pratiques des mécanismes d'État en s'appuyant sur un examen détaillé de leur fonctionnement quotidien, à partir d'observations *in situ*.

Enfin, dans ces conversations, on comprend que le défi auquel s'attaque Goldberg depuis plusieurs décennies déjà demeure entier : faire en sorte de rendre visibles, d'exposer les formes les plus implicites de racismes qui travaillent nos sociétés, ces racismes sans race que l'on a tendance à tolérer un peu trop facilement. ┘